



Intitulé **Règlement redevance sur l'occupation du domaine public**
Vote Conseil 04 novembre 2019 – Délibération n°443/8
Publication 18 décembre 2019

Texte consolidé Article 1^{er}

Il est établi, pour les exercices 2020 à 2025, une redevance communale sur l'occupation du domaine public. Sont visées, les consommations d'eau, d'électricité ou la force motrice fournies par un point de raccordement à charge de l'Administration communale dans le cadre de l'occupation du domaine public (fêtes foraines, cirques ou autres manifestations).

Article 2

La redevance est due par l'occupant du domaine public visé à l'article 1^{er}.

Article 3

La redevance est fixée comme suit :

- **Eau** : forfait de 15 EUR par jour d'occupation
- **Electricité** : forfait de 10 EUR par jour d'occupation
- **Force motrice** : forfait de 10 EUR par jour d'occupation

Article 4

Toute occupation du domaine public visée par le présent règlement impliquera le versement d'une caution d'un montant de 200 EUR, conformément au règlement d'ordre intérieur en vigueur.

La redevance établie en application des articles précédents est payable dans les trente jours de la réception de la facturation.

A défaut de paiement de la redevance à l'échéance, le redevable se verra adresser un premier rappel, majoré de 2,5 EUR de frais administratifs.

Ensuite, conformément à l'article L 1124-40 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé. Des frais administratifs de 5 EUR seront portés à sa charge. Ce montant sera ajouté au principal sur le document de rappel et sera également recouvré par la contrainte prévue à cet article.

En cas d'inapplicabilité de l'article L1124-40 du CDLD, le recouvrement s'effectue devant les juridictions civiles compétentes.

Le montant réclamé sera majoré des intérêts de retard au taux légal à dater de la mise en demeure du contribuable.

Article 5

Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

Article 6

Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Le présent document est publié par la Ville d'Aubange dans un souci d'information de ses citoyens. S'il reprend au mot près le dispositif (consolidé) du règlement adopté par le Conseil communal et approuvé par l'Autorité de tutelle, il ne s'agit pas d'une délibération officielle. L'extrait conforme de la délibération adoptant ce règlement ainsi que sa preuve de publication peuvent être consultés dans les bureaux de la Direction Financière de la Ville d'Aubange durant ses heures d'ouverture.